

Colloque international

Le retour des **INÉGALITÉS ?**

Ce que disent les sciences des populations

SESSION 6 : Inégalités et TERRITOIRE

Des inégalités territoriales renforcées par la crise ?

Jules Klerlein, Nicolas Cauchi-Duval (Société, Acteurs, Gouvernement en Europe
– UMR n° 7363)

Entre 2008 et 2010, les PIB des régions de France métropolitaine ont connu une croissance annuelle moyenne très variable, allant de + 1,9 % à – 1,2 %. Ces inégalités tiennent à la fois à des modèles de productions territoriaux différents et des compositions démo-géographiques différenciées que renforcent les incertitudes qui se manifestent en matière d'emploi en période de crise. En effet, les ménages en situation de précarité économique tendent à ne se déplacer que vers des territoires proches, alors que ceux ayant un niveau de revenu élevé ont une propension à la mobilité plus élevée et se dirigent plus souvent vers des territoires plus attractifs. Aussi, les territoires initialement plus favorisés bénéficieraient plus que les autres des ajustements permis par la mobilité, et les inégalités territoriales se retrouvent ainsi renforcées.

Dans un tel contexte, cette communication se propose d'étudier l'évolution de la composition sociale, démographique et économique du territoire métropolitain à une échelle locale fine sur la période 2006-2011 afin d'identifier les effets contrastés de la crise sur les territoires de nature différente, et produire ensuite une typologie synthétique.

Classes supérieures, inégalités et territoire : application aux cas de Barcelone et de Madrid

Miguel Rubiales Pérez, Jordi Bayona i Carrasco, Isabel Pujadas Rubies
(Universidad de Barcelona)

Cette contribution affiche un objectif double : premièrement, identifier les principaux schémas sociorésidentiels des classes supérieures ; deuxièmement, pointer les forces et les limites de ce type d'analyse dans les études urbaines. Pour ce faire, nous appliquons une analyse d'écologie factorielle en utilisant les données du recensement de 2001 aux deux plus grandes zones métropolitaines espagnoles : Barcelone et Madrid.

Nous souhaitons créer une typologie des territoires nous permettant d'observer les relations entre la stratification sociale et d'autres facteurs, notamment ceux liés aux comportements démographiques et au cycle de vie. Notre attention se portera plus particulièrement sur les classes supérieures, dont les préférences résidentielles sont également créatrices d'inégalités territoriales, surtout si l'on considère la forte capacité à s'emparer des résidences de ces groupes.

La technique appliquée est celle de l'écologie factorielle, une pratique de recherche synthétisant en un terme unique une combinaison factorielle à variables multiples d'analyse en composante principale et des calculs groupés pour faciliter la cartographie. Cette approche quantitative est considérée comme la plus adaptée pour capturer la structure socio-urbaine (Davies, 1984 ; Randall et Viaud, 1994 ; Viaud, 2006 ; Rubiales, Pujadas et Bayona, 2012). Les résultats de l'analyse présentés ici fournissent une typologie de huit groupes sociorésidentiels.

Inégalités face à la pauvreté en Pologne

Paweł Ulman Cracow (University of Economics)

La politique de cohésion de l'UE implique d'éliminer les différences excessives de niveau de vie entre les États membres et elle est associée, entre autres, à une réduction du niveau d'appauvrissement ainsi qu'à l'alignement du niveau de vie de différents groupes sociaux. Il est intéressant de considérer le niveau d'appauvrissement et sa différenciation dans la société, c'est pourquoi notre étude s'intéresse principalement à la mesure des inégalités de richesse dans la société polonaise.

Pour évaluer le degré de risque de pauvreté, nous avons utilisé les données individuelles d'une recherche sur le budget des ménages menée par le Bureau central de la statistique en 2012. Sur cette base, nous nous efforçons de déterminer l'étendue de l'appauvrissement de la société dans ses diverses parties par une approche classique et une approche floue. Les fonctions d'appauvrissement des membres peuvent être utilisées pour mesurer le niveau d'inégalité du risque de pauvreté des différents groupes sociaux. L'article utilise le coefficient de Gini sous sa forme standard et prend en compte le poids spatial.

La différenciation de la pauvreté en Pologne a été calculée en termes spatiaux et pour différents groupes sociaux. Par exemple, le type de localité génère le plus haut niveau de différenciation du risque de pauvreté et des dépenses équivalentes, tandis que le plus bas niveau est observé dans la division des ménages par provinces (voïvodie).

Sexe, âge, origine, niveau de vie ? Quels déterminants de la précarité des conditions de logement en Guyane ?

Franck Temporal, Dorothée Serges (Université Paris Descartes – Ceped / IPOP, GTM-CRESPPA)

L'objectif de cette communication est de dresser un panorama des inégalités de conditions logement des populations des départements d'outre-mer (hors Mayotte), dans lequel nous montrons l'importance du logement précaire ainsi que la stagnation du confort, voire l'augmentation de l'habitat indigne, particulièrement en Guyane française. Plus précisément,

nous cherchons à expliquer les principaux facteurs qui déterminent les inégalités en matière de conditions de logement à partir de modélisations statistiques. Nous cherchons notamment à faire la part du poids des facteurs démographiques (âge, sexe), sociaux (situation d'activité, niveau de diplôme), familiaux (situation familiale, nombre d'enfants), individuels (lieu de naissance, nationalité) et des effets propres liés au marché du logement de chaque Dom. Enfin, nous nous centrons sur les inégalités de conditions de logement des populations immigrées de Guyane dans un contexte de forte croissance démographique associé à une forte précarité économique et à un faible nombre de logements adaptés. Pour cela, nous mobilisons les données des fichiers du recensement de la population et de l'enquête Ined-Insee « Migrations, famille et vieillissement (Mfv) » menée en 2010 dans les quatre Dom historiques (hors Mayotte) sur un échantillon de 16 000 ménages. Ces analyses seront complétées par l'exploitation du volet qualitatif de l'enquête Mfv menée en 2013 auprès d'immigrants en Guyane.